Rien n'est perdu définitivement, tout peut être reconquis !

Le 22 novembre, les salariés de l'AFPA sont venus en manifestation à Paris pour réaffirmer leur refus que l'association soit sacrifiée sur l'autel de la compétitivité et de la dictature de la dette.

Le chômage de masse ravage notre pays et tout le monde s'accorde à reconnaître l'utilité de la formation pour retrouver un emploi : qui pourrait accepter dans ces conditions que l'AFPA disparaisse ?

Pendant plus de soixante ans nous avons représenté pour des millions de demandeurs d'emploi et de salariés, la possibilité d'obtenir un diplôme reconnu par les conventions collectives et de retrouver un travail.

En refusant tout transfert de mission du service public vers des opérateurs privés, **Force Ouvrière** n'acceptera pas qu'un service public assurant l'égalité de droit de tous les citoyens sur l'ensemble du territoire national soit sacrifié au marché !

Alors que les dispositions de l'acte III de la décentralisation, menacent d'avantage l'intégrité d'une AFPA nationale, **Force Ouvrière** réaffirme que l'avenir de l'AFPA, c'est l'Etat qui le détient.

Force Ouvrière a rappelé au premier ministre ses engagements garantissant la pérennité et le développement d'une AFPA nationale. Maintenant il faut que cela se concrétise dans des actes : il faut que l'Etat se réengage totalement dans les financements de l'AFPA par le retour à la subvention pour tous les publics demandeurs d'emploi et salariés en reconversion.

Il faut développer l'AFPA en lui redonnant l'activité perdue dans les appels d'offres avec les régions.

Il faut maintenir le libre accès à la formation pour tout stagiaire, quelque soit son statut, son domicile, son projet, son financement.

Pour **Force Ouvrière**, cela nécessite le retrait des articles de la loi de décentralisation de 2004 concernant l'AFPA. **Ce que la loi a fait, la loi peut le défaire, c'est une question de volonté politique.**

Mais tout d'abord, il faut dire **non au plan social qui se dessine derrière le plan de refondation** :

- Non à la réduction des effectifs dans tous les services (formateurs, administratifs, restauration hébergement),
- Non au gel des salaires, augmentation générale pour tous,
- Maintien et développement du dispositif de formation existant : aucun centre de formation, aucun site ne doit fermer,
- Maintien et développement de l'ingénierie de formation,
- Retour d'un vrai service d'orientation et d'accompagnement,
- Maintien en interne et développement des services de restauration et d'hébergement,

Pour **Force Ouvrière**, à l'issue de cette journée de grève et de manifestation une question se pose : si le gouvernement ne nous entend pas, faudra-t-il en passer par la grève jusqu'à satisfaction des revendications ?

C'est ce que **Force Ouvrière** proposera aux autres syndicats.

Force Ouvrière appelle l'ensemble des salariés à se réunir en assemblée générale dés la semaine prochaine.

Montreuil, le 23 novembre 2012.

Syndicat national *CGT FORCE OUVRIERE* des Agents de la Formation Professionnelle des Adultes

13, place du Général de Gaulle - 93108 MONTREUIL - Tél. 01.48.70.53.09 - Fax. 01.48.70.38.11 – Email : fo.afpa@gmail.com - site internet : fo-afpa.fr